

Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 36 (1956)
Heft: 4

Artikel: Le plan de solidarité européenne
Autor: Giscard d'Estaing, Edmond
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-887738>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 14.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le plan de solidarité européenne

PAR EDMOND GISCARD D'ESTAING

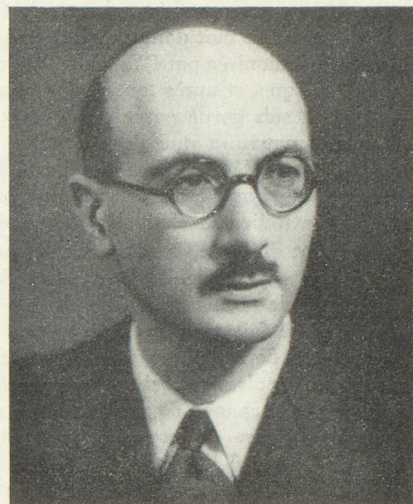
Nous avons le plaisir de publier ici de larges extraits de la conférence que M. Edmond Giscard d'Estaing a prononcée devant les membres de notre Compagnie réunis à Paris, le 16 mars 1956.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Lorsque vous avez bien voulu me demander de venir à votre dîner, je n'ai pas hésité longtemps, vous le savez, à accepter votre offre. S'il avait fallu pour me décider quelque raison particulière, j'en aurais trouvé plusieurs. La première, mais je l'ignorais, c'est d'avoir le plaisir d'être salué comme je l'ai été par vous; vous avez flatté d'une façon excessive un orgueil qui voudrait se dissimuler derrière son humilité. L'autre c'est le plaisir que j'éprouve à parler de l'Europe devant des Suisses.

Il est vrai que je suis ami convaincu de l'idée européenne. Il est vrai aussi que quelquefois je me demande si les Suisses le sont autant. Je comprends d'ailleurs parfaitement leurs hésitations. Un pays qui a la chance d'être au cœur de l'Europe, de comprendre lui-même des langues différentes, des religions différentes, d'associer d'une façon plus harmonieuse qu'aucun autre pays n'a su le faire la vieille agriculture traditionnelle et la plus moderne des industries mécaniques, un pareil pays a bien quelques raisons d'hésiter à s'engager dans la bagarre européenne et une paix aussi intelligemment conservée et fécondée mérite qu'on y regarde à deux fois avant de risquer de la compromettre.

Tout en comprenant parfaitement toute cette attitude, vous me permettrez de vous dire que je la regrette, justement parce que les qualités suisses sont de celles qui sont indispensables à mettre en œuvre pour faire une Europe. La compensation harmonieuse que vous savez faire entre vos aspirations, c'est précisément celle que nous essayons, nous aussi, de faire en Europe entre les différentes nations. Je suis de ceux qui pensent que l'Europe ne fera disparaître en rien les nobles particularismes nationaux. Au contraire, elle les consolidera, parce qu'elle les mettra à leur véritable place. Il sera difficile dans un avenir prochain, d'être un Français parfait, intégral sans être Européen. Mais la vérité aussi est que l'Européen déraciné, qui n'appartiendrait pas à sa nation, comme moi-même, Français, j'appartiens à ma province, serait un Européen de seconde zone. Et c'est pourquoi, j'apprécierais particulièrement le rôle que devrait jouer la Suisse, nous rappelant elle-même, dans cette Europe que nous voulons faire, qu'elle maintiendra son particularisme, comme ses cantons arrivent à maintenir une originalité que quelquefois nous trouvons assez paradoxale, assez



curieuse, venant d'un passé que nous ne comprenons pas même toujours très bien, mais que nous goûtons parce qu'il a une saveur d'humanité et d'histoire remarquable. Ainsi, l'apport suisse permettra de sauvegarder tous les particularismes de l'Europe. Et voilà pourquoi il m'est particulièrement agréable, Monsieur le Président, de parler d'une question européenne devant des Suisses.

D'une question européenne, et pas de toute l'organisation européenne. Car c'est vous-même qui avez choisi le sujet que vous m'avez demandé de traiter, le Plan de solidarité européenne. Je crois que c'est une bonne chose, en effet, que de prendre un sujet précis, qui n'a peut-être pas l'envergure d'un grand tableau des perspectives européennes, mais qui gagne en solidité, et qui nous donne ce que j'appellerai un exemple de laboratoire de l'idée européenne. Toutefois, vous me permettez de situer cette implantation européenne dans un processus plus vaste, dans la prise de conscience de l'ensemble des événements économiques et politiques au milieu desquels nous vivons.

Cet ensemble me paraît dominé par un immense événement qui, je crois, dominera l'évolution non seulement de l'Europe, mais du monde dans les décades qui vont venir, et qui est le contact entre des nations peu développées économiquement et politiquement et les nations très développées que nous sommes. Je pense que c'est vraiment le heurt le plus grave devant lequel nous nous trouvons. Nous avons tous des problèmes à résoudre. Mais derrière nos problèmes propres il y en a d'énormes, qui sont difficiles à connaître, mais dont j'ai vraiment l'impression cependant que le plus sérieux est la coexistence, ou le conflit, entre des nations réellement développées, et — quoiqu'elles disent le contraire — heureuses et prospères comme les nôtres, et la foule des nations qui ne le sont pas.

On nous dit que l'ère du colonialisme est finie, et je l'accepte très volontiers s'il s'agit de condamner simplement un mot qui est devenu un anachronisme. Mais si le mot disparaît, le fait, lui, subsiste. Notre petit bassin méditerranéen a été l'origine d'une extraordinaire civilisation. C'est incontestable. Il a opéré lui-même par des colonisations. Quand nous savons que la Grande Grèce a été colonisée par la Petite Grèce — j'aime assez cela, d'ailleurs, c'est le grand pays qui est colonisé par le petit —, lorsque nous lisons que Marseille a été une colonie d'une ville

grecque, nous trouvons également cela tout à fait naturel. Et c'est le même mot dont on s'est servi plus tard : l'Amérique a été colonisée par l'Espagne, le Congo a été colonisé par la Belgique, et après tout, je me suis presque demandé — je m'en suis gardé parce que le mot a une réputation tellement mauvaise que j'ose à peine l'employer —, je me suis demandé si je ne devrais pas dire également, en commençant, que j'étais particulièrement heureux de me trouver au milieu de l'élite de la colonie suisse de Paris.

Cela veut dire que, derrière cette usure des mots, il y a quelque chose de valable. Et c'est que les pays apportent aux autres le germe de ce qu'ils ont de meilleur. Leur expansion se fait ainsi sporadiquement et gagne de ville à ville, puis de région à région, et ensuite de continent à continent. Seulement, si ce phénomène est constant, aujourd'hui il change de nature, parce que nous assistons à quelque chose de nouveau, qui est ce qu'un grand écrivain espagnol a appelé la révolte des masses. Dans nos contacts entre pays dits colonisés et pays dits colonisateurs, nous constatons aussi cette révolte de la quantité, énorme, formidable, mais inerte, en face de la qualité, de la délicate qualité. L'Europe, il n'y a aucun doute, c'est la qualité, et c'est la vie. J'avoue ne pas savoir pourquoi nous nous heurtons à ce faux dilemme : ou bien la qualité, ou bien la quantité. L'un sans l'autre ne fait rien. Le germe, il est tout petit dans un champ de terre, mais si les mottes écrasent le germe, le champ reste inerte; personne n'y a rien gagné; et si au contraire le germe pousse, il devient blé, le champ porte sa moisson et cela est bien. Il ne me paraît pas concevable d'imaginer cette espèce de révolte imbécile de la masse, parce qu'elle est masse, contre le germe, parce qu'il est minorité, alors qu'il est élite et fécond. Il n'empêche que le problème est posé, et que ces énormes masses, venues du fond de l'Asie et de l'Afrique, et inertes jusqu'à maintenant, ne tolèrent plus beaucoup le voisinage de ces germes magnifiques que nous représentons. Or, ces énormes pays sont plus riches, si j'ose dire, de prétention que de qualités. Mais ils n'en conviennent pas volontiers.

Devant l'arrivée de ces peuples à la vie économique, l'Amérique a pris conscience, et il est passionnant (c'est un grand événement historique) de voir les États-Unis lancer l'idée du point 4. Le point 4, c'est le problème de la colonisation d'il y a trois siècles, posé en termes modernes par un pays moderne. Le problème est posé; la réalisation a été quasi nulle et à peu près inefficace.

Les États-Unis ont fait un autre grand effort généreux d'aide économique à leurs voisins, le Plan Marshall. Là, la réussite me paraît aussi incontestable qu'est incontestable le relatif échec du point 4. Pourquoi? Parce que, si l'instrument est bien quelque chose, la manière de s'en servir est encore plus importante. Il ne suffit pas, comme beaucoup de pays neufs le croient, de disposer de capitaux (on entend indéfiniment ces mots : « Apportez des capitaux et faites des investissements. » C'est la « tarte à la crème » de la moitié du monde). Il ne suffit pas d'apporter des instruments dans des milieux qui sont absolument incapables de les utiliser et de les entretenir. La beauté de l'opération du Plan Marshall, vient de ce que les États-Unis ont apporté leur appui matériel à une Europe qui, au lendemain des crimes qui l'avaient ravagée, était la plus merveilleusement apte à recevoir cette aide et à la féconder. On peut dire que l'aide de l'Amérique à cette vieille Europe semi-ruinée a été aussi magnifique de la part de ceux qui l'ont apportée que de la part de ceux qui en ont bénéficié.

L'Amérique, toujours en s'efforçant de résoudre le problème de la coexistence de pays peu développés et de pays développés, a fait autre chose qui mérite également d'être connu, c'est la « Tennessee Valley Authority » : un succès évident.

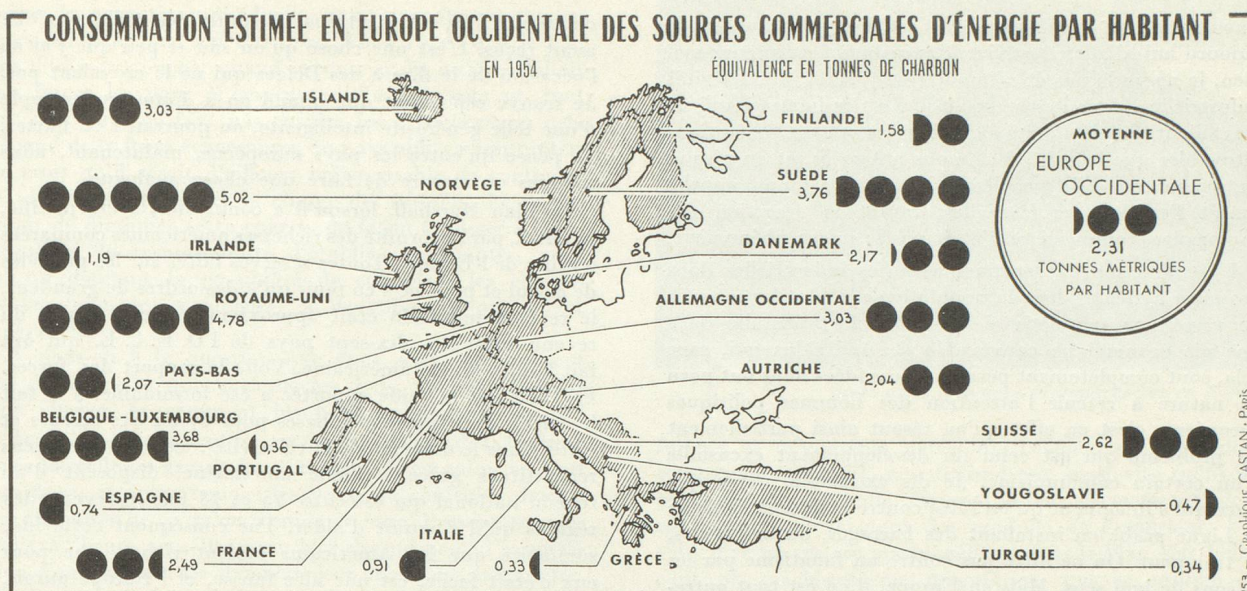
Je vous disais il y a un instant, mon cher Président, que je voudrais intercaler le Plan de solidarité européenne dans le processus de l'enrichissement général du monde illustré par les trois exemples que j'ai pris. Entre le point 4, admirable, terriblement ambitieux, et probablement stérile, d'un côté, et, de l'autre côté, l'organisation intra-américaine de la T. V. A., il y a place pour quelque chose, qui est un Plan Marshall Européen, fait entre Européens, pour leurs régions propres. On pourrait certes dire — et on l'a dit — que l'effort fait par les Américains dans leur pays, nos pays peuvent le faire; et c'est très largement vrai pour certains : j'ai beaucoup suivi les efforts de ce qu'on a appelé le Plan Vanoni, en Italie, et les essais de la Cassa di Mezzo Giorno. C'est un très bel effort de l'Italie du Nord vis-à-vis de l'Italie du Sud. La Hollande a réalisé des splendeurs dans les Polders du Zuyderzee. La France est en train de faire une expérience extrêmement intéressante pour féconder ses propres régions sous-développées, les « Depressed Areas », qui existent chez nous comme elles existent au Pays de Galles.

Mais il y a en Europe des pays qui ne peuvent pas le faire, car ils ne disposent pas de régions riches pour féconder les zones plus pauvres qui sont chez eux. Il n'y a pas de déshonneur à cela. Il faut d'ailleurs veiller à ne pas parler de pays sous-développés en Europe, mais de régions sous-développées, facilement absorbables dans un pays très développé, mais par contre d'un poids épouvantable pour des pays qui ne le sont pas. Les régions sous-développées de l'Europe, ce sont celles qui appartiennent à des pays ne pouvant pas par leurs seuls moyens les remettre dans le circuit économique, en Turquie, en Grèce, dans une partie de l'Italie, et dans une partie de l'Espagne.

Les raisons de ces dépressions sont très nombreuses, mais beaucoup moins fatales qu'on ne l'imagine. Il y a d'abord des raisons de politique générale. La Grèce et la Turquie ont été des pays qui ont supporté la guerre dans des conditions extrêmement dures et qui, en plus, se voient imposer par des accords généraux des dépenses militaires écrasantes. Ce sont des pays généralement pauvres et dont on peut surtout dire qu'ils ne disposent pas d'énergie. Lorsque l'on cherche à détecter ce qu'on appelle une « zone déprimée », le meilleur critère est la quantité d'énergie dont dispose un habitant. Je ne citerai pas beaucoup de chiffres et si vous voulez plus de précisions, je me permets de vous renvoyer à la brochure que nous avons élaborée à la Ligue européenne de coopération économique. Par conséquent de mémoire, je ne vous citerai que des ordres de grandeur.

Il n'y a que quatre pays en Europe qui disposent par habitant d'une quantité d'énergie inférieure à une tonne de charbon, en rapportant bien entendu à son équivalence en charbon, l'énergie électrique. Ces quatre pays sont précisément la Grèce, qui doit avoir dans les 0,27 ou 0,28 tonnes; la Turquie, à peu près aussi 300 kilos; l'Italie, peut-être 80 et l'Espagne 85. A titre de comparaison, la France doit en avoir 2,5 tonnes et l'Allemagne 3,4 tonnes.

Poussons un peu plus loin notre étude par le cas de l'Italie. Il est courant de dire que l'Italie du Sud est misérable et surpeuplée. J'ai parcouru récemment l'Italie du Sud, la Lucanie et les Pouilles. Il y a quelques jours, les journaux parlaient d'une émeute au cours de laquelle



des gens ont été tués sur la place de Barletta. J'ai vu la place de Barletta, j'y ai vu les chômeurs, comme on en voit dans toutes les villes des Pouilles. Arriver à deux heures de l'après-midi dans une petite ville et voir sur la place publique 200 hommes, ne faisant rien, avec leurs capes noires, debout, ne parlant pas, et attendant Dieu sait quoi, c'est un spectacle impressionnant : je me le suis rappelé lorsque j'ai vu, dans les journaux, ces incidents de Barletta...

On dit donc d'une façon générale — c'est une bonne excuse — que l'Italie du Sud est pauvre, qu'elle est surpeuplée, et que les hommes n'y travaillent pas.

Or ce qu'on appelle l'Italie du Sud, représente 41 % de la superficie de toute l'Italie et 42 % des terres arables de toute l'Italie. Il y a par conséquent dans cette région plus de terres utilisables que dans la moitié Nord. Et la population ? Celle du sud représente 37,4 % de la population totale de l'Italie. C'est donc un pays qui a des terres au moins autant que le Nord, qui a une population inférieure à celle du Nord et qui cependant vit dans des conditions absolument misérables. On a calculé le revenu national, net, moyen, par habitant. (Autant de méthodes, autant de résultats ; mais quand on les compare, les erreurs sont dans le même sens et par conséquent n'ont plus d'importance.) Le revenu net moyen en Italie du Nord était il y a deux ans de 169.000 livres par habitant, en Italie du Centre de 124.000 livres, et en Italie du Sud, de 76.000 livres. L'important est que, quelle que soit la façon dont on fasse les calculs, le revenu net, par homme, dans ce pays du Sud moins peuplé et ayant autant de terres, est beaucoup moins de la moitié du revenu dans le pays du Nord.

Le problème est donc de donner des moyens de s'enrichir à cette population du sud. D'abord par son travail agricole, et ensuite par son travail industriel. Au point de vue agricole, on peut dire que ces gens travaillent beaucoup, on pourrait presque dire qu'ils travaillent trop. Mais ils travaillent très mal. Vous avez certainement parcouru un pays qui fait beaucoup parler de lui, le Maroc, dans lequel nous avons cette chance de voir la coexistence de plusieurs régimes. A mon sens nous assistons à un écrasement

extraordinaire des périodes historiques. Cela veut dire en particulier que je ne sais absolument pas ce que veut dire l'année 1956 ou le xx^e siècle. A la même heure, à Fez, c'est le xii^e siècle, à Bornéo, c'est le iii^e siècle avant Jésus-Christ, et dans tel autre pays, c'est une autre date. Au Maroc, on voit coexister les temps, car si vous tournez la tête à droite, vous voyez le champ d'un Marocain, et alors vous êtes en plein xii^e siècle ; mais à gauche, il y a une ferme française et vous êtes en 1956. La différence de rendement des terres voisines, entre ces pauvres petits champs où les épis sont aussi rares que des cheveux sur un crâne chauve et les champs français, va du simple au double.

Et puis, il y a l'industrialisation. Je ne veux pas vous faire un exposé général, mais insister seulement sur le fait que ce problème se pose dans des conditions différentes, non seulement d'année en année, mais véritablement de jour en jour. Nous sommes encore victimes de cette vieille solidarité qui existait pour nous entre les matières premières essentielles et l'industrie. Où il y a du fer, on installe une mine. Où il y a du charbon, on installe une usine. Or, pour l'industrie, le transport d'énergie et les conditions autres que celles tenant à l'implantation physique d'une usine sont devenues d'une telle importance que l'on peut dire qu'il n'y a presque plus de contre-indications formelles pour l'installation d'une usine. Entendez-moi bien, je ne parle pas de n'importe laquelle, naturellement. Mais un pays qui développe l'appareillage électrique ou photographique, les instruments de radar ou l'industrie du caoutchouc a les plus grandes libertés. L'industrie du caoutchouc est un des exemples que j'ai trouvés les plus intéressants, car incontestablement il n'y avait aucune plantation d'hévéas en Europe et les fabriques de pneus ont été localisées pour des raisons incontestablement artificielles. Or ces conditions artificielles, maintenant, s'étendent à beaucoup d'autres produits. A ce que je vous dis pour ces industries nouvelles s'ajoutent également les facilités extraordinaires de transport de l'énergie elle-même ; de sorte qu'il n'est pas du tout excessif de dire aujourd'hui que le lien étroit qui liait l'usine et les conditions géographiques est très largement distendu,

sinon même qu'il a disparu. Il n'est donc plus impossible aujourd'hui d'aller installer des usines (comprenez-moi bien, je ne parle pas de n'importe lesquelles), des activités industrielles, dans des lieux où il y a des hommes qui ne travaillent plus. On évite ainsi de créer ces agglomérations pitoyables que le XIX^e siècle nous a léguées, et on résout en même temps le problème dramatique qu'on appelle tantôt l'exode vers les villes, tantôt la désertion des campagnes, comme si ce n'était pas le même phénomène.

L'introduction de certaines activités industrielles dans des pays agricoles dont la population n'a plus les moyens de vivre par son activité traditionnelle réinstalle dans une vie économique convenable des individus qui, sans cela, sont complètement perdus. Si ces idées nous ont paru de nature à retenir l'attention des hommes politiques européens, c'est en effet qu'on résout ainsi partiellement un problème qui est celui du développement excusable d'un certain communisme. Je dis excusable, parce que ceux qui s'imaginent qu'on lutte contre le nationalisme de la Ligue arabe en installant des barrages, ou des écoles, se trompent. On ne lutte pas contre un fanatisme par les raisons de bon sens. Mais en Europe, il en est tout autrement. Nous nous trouvons en face de populations qui ne sont que chassées par la misère vers des révoltes qu'elles ne souhaitent pas. Et il dépend de nous de montrer que l'organisation économique dont nous disposons, reprend ces malheureux au moment où ils sont en train de sombrer, malgré eux, mais poussés par des forces qui, il faut bien le reconnaître, risquent d'être irrésistibles. De sorte qu'en vous parlant de la revigoration de certaines populations du Sud méditerranéen, je ne crois pas donner dans ce que je considère comme une véritable erreur en rapprochant des remèdes économiques et des maladies politiques qui n'ont pas toujours de rapports dans le monde entier, mais bien rester au contraire dans un domaine tout à fait pratique et immédiat en définissant le lien étroit qui existe entre une maladie qui guette certaines régions de l'Europe, et les remèdes dont nous pouvons disposer.

Quels sont donc les moyens à mettre en œuvre pour féconder les régions du Sud méditerranéen qui constituent ce chancre dangereux dans la vie européenne? Je vous l'ai dit, nous pouvons nous rapprocher de ce qu'a été le Plan Marshall. Le Plan Marshall a répondu à deux idées fondamentales : La première était le manque de dollars de certains pays européens, pays qui par ailleurs pouvaient être prospères, mais qui ne pouvaient pas acheter les produits étrangers dont ils ne pouvaient pas se passer. La seconde était qu'il y avait en Europe des pays qui, indépendamment des besoins qu'ils pouvaient avoir de dollars, souffraient d'une misère grave à la suite des destructions massives qui dépassaient leurs moyens de reconstruction. L'essentiel du Plan Marshall (que malheureusement, on n'a pas assez mis en valeur), a été de dissocier ces deux systèmes d'aide. Du côté américain, on a dit : Je vous donne des dollars (ou je vous donne des produits, que vous ne pourriez pas acheter sans l'argent que je vous fournis pour les payer), et cette aide est à répartir entre les différents pays au prorata de leurs besoins de dollars. Maintenant, faites attention, nous ne vous donnons pas des dollars pour le plaisir, nous vous les donnons pour reconstituer vos économies nationales. Ce qui exige que les pays européens, qui ont reçu des dons américains, se fassent entre eux des redistributions gratuites, mais dans leurs propres monnaies nationales, le problème du dollar ne se posant plus. Il y a eu une année où la Belgique a donné à ses voisins des droits de tirage en francs belges supérieurs

de 10 ou 15 % à la contrepartie totale des dollars qu'elle avait reçus. C'est une chose qu'on sait si peu que j'ai eu l'occasion de le dire à des Belges qui ne le croyaient pas. Je trouve cependant que quand on a donné un exemple d'une telle générosité intelligente, on pourrait s'en flatter. Je pense qu'entre les pays européens, maintenant, nous sommes en mesure de faire une chose analogue.

Le Plan Marshall, lorsqu'il a commencé, a été justifié, paraît-il, par l'énormité des richesses américaines comparées à celles de l'Europe. Toutes réserves faites sur les procédés de calcul et pour ne s'en tenir qu'à des ordres de grandeur, le revenu américain était approximativement double du revenu total des dix-sept pays de l'O. E. C. E. qui ont fait l'objet d'aide américaine. Voilà le rapport des forces. Et Dieu sait si l'aide apportée a été formidable. J'ai fait le calcul, avec les mêmes bases pour éviter des erreurs et rester dans le domaine de la relativité : les pays européens reconstitués grâce à l'aide américaine, disposent d'un revenu national qui est entre 15 et 18 fois le revenu des régions qu'il s'agirait d'aider. Par conséquent cette idée sommaire que les Américains étaient riches, que pour eux c'était facile, est une idée fausse, et l'Europe aurait, sept fois plus de facilité à résoudre le problème des régions sous-développées méditerranéennes que n'en avaient les États-Unis à sauver l'Europe détruite partiellement après la guerre.

Il n'empêche, bien entendu, que même avec cette relative puissance économique, un effort coûte, et on nous demande comment nous le financerons. Pour ceci, je vais entrer, si vous le voulez — je m'excuse d'entrer dans ces détails — je vais entrer dans les détails du Plan.

Nous pensons qu'il convient d'abord de faire un inventaire des besoins physiques des régions sous-développées. Je dis des besoins « physiques », car tout le monde a des besoins en argent. (Beaucoup de pays ont des déficits budgétaires, et sont prêts à les faire croître d'ailleurs avec la générosité de leurs voisins.) Mais ils ont aussi des besoins physiques, que l'on peut énumérer, je dirais volontiers sans les chiffrer, ou en les chiffrant avec une monnaie de compte. (M. Bauer sait que c'est la seule vraie monnaie parce que, comme elle n'existe pas, elle n'est soumise à aucune fluctuation.) Qu'on s'en serve donc pour évaluer, rapprocher et comparer les kilomètres de tuyaux, les tonnes de béton, les arches de ponts dont on a besoin. Le début doit être, comme l'a été le Plan Marshall, un don. Il n'y a pas de cadeau plus empoisonné que de permettre à un État pauvre d'emprunter. Il vaut beaucoup mieux commencer par les dons que de commencer par un prêt qui finit par une banqueroute. Le résultat est le même, avec l'ingratitude en plus; et cela n'est pas négligeable.

Cet inventaire fait, les dix-sept pays de l'O. E. C. E. se répartiraient la charge des dons suivant une formule automatique se référant à leur puissance économique, tenant par exemple à leur revenu national dans la mesure où on peut le calculer, ou à la quantité d'énergie dont ils disposent.

La première période qui devrait, croyons-nous, durer deux ans, serait ainsi consacrée à cet inventaire, à ces dons en nature et à leur exploitation, avec cet avantage évident que le pays à qui on donnera des tuyaux pour les canalisations d'eau ne pourra pas s'en servir pour créer des allocations pour familles nombreuses.

Ensuite, nous pensons qu'une deuxième période verrait diminuer les dons, tout en les conservant, dans la mesure où les pays européens s'engageraient à ouvrir leurs marchés à des emprunts dont le montant serait connu, et donne-

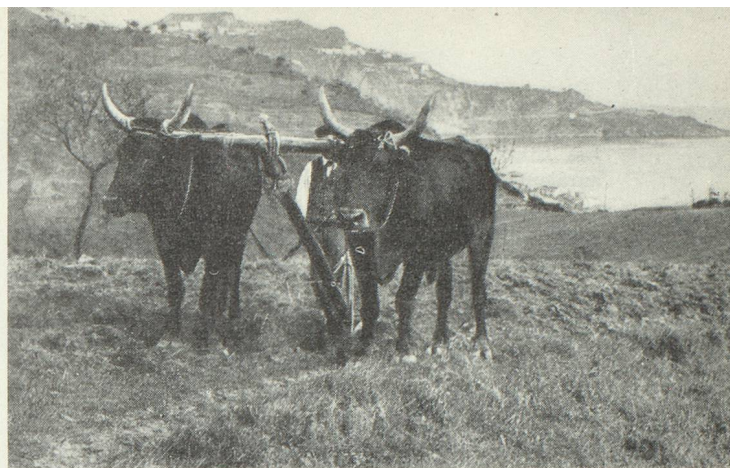
raient des garanties individuelles aux emprunts que chaque pays émettrait sur son territoire. Vous voyez que je n'ai pas d'idée préconçue; quand je vous ai dit qu'il ne fallait pas forcer les pays à emprunter d'abord, cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas ensuite les y encourager; cela dépend de la force économique du pays qui va emprunter. Je crois qu'il serait d'ailleurs indispensable de continuer les dons pour diminuer la charge des intérêts. Le mieux serait de diminuer cette charge, de façon à laisser à l'emprunteur, la responsabilité d'établir ses comptes, mais en lui donnant la possibilité de supporter les charges parce qu'on les a amenées à des niveaux qui soient tolérables.

Venons-en à la question que vous allez certainement me poser, en ce qui concerne les dons. Ils constitueront une charge, et comment les pays la supporteront-ils?

Je crois qu'on ne peut pas ne pas être frappé de la légèreté avec laquelle on grossit les difficultés de ce qu'on ne veut pas faire, et on se bouche les yeux, au contraire devant les difficultés de ce qu'on a envie de faire. Presque tous les pays, à l'heure actuelle, accordent des primes à l'exportation. Ceux qui ont des chômeurs leur paient des indemnités. Ils distribuent des subventions directes ou indirectes. Et si on leur parle de supporter, au lieu de ces charges inutiles, la charge d'une activité réelle de leur pays, en déclenchant cette légère superproduction qu'ils paieront mais qui sera gratuite au dehors, cela les effraie. C'est cependant ce qu'a fait l'Amérique et il est assez curieux de voir que si une partie des Européens a reconnu que le Plan Marshall était un acte généreux, une autre partie a dit : « Les Américains sont adroits : au lendemain de la guerre le chômage a menacé, ils se demandaient comment ils allaient continuer la magnifique expansion américaine. Qu'à cela ne tienne, ils ont trouvé le moyen, ils nous écrasent de leurs dons. »

Que ce soit vrai ou faux, et la raison est fausse, il est incontestable que le fonctionnement du Plan Marshall ou du Plan Marshall intra-européen est un exutoire économique qui n'est pas négligeable à un moment où tous les pays du monde sont tellement préoccupés de maintenir le niveau optimum de l'emploi. (Je ne dis pas le plein emploi car c'est une hérésie; je n'emploie ce mot que pour dire que je ne l'emploie pas.) Mais le niveau optimum de l'emploi est une des préoccupations majeures des pays qui se préoccupent à juste titre des aspects sociaux et ouvriers de leur politique de production. Le meilleur moyen pour maintenir cette production au haut degré que nous souhaitons, lorsque certaines menaces de régression apparaissent, est non pas d'utiliser les ressources nationales à payer des chômeurs, ou à payer des subventions pour faire du dumping, mais de soutenir une production qui soit déversée chez des gens qui deviennent eux, non pas des rivaux

*Renouvellement de l'agriculture
dans les régions méridionales de l'Italie.*



Labourage archaïque pratiqué encore en Sicile.

furieux et mécontents parce que concurrents, mais ^{des} consommateurs ravis, qui deviendront aussi vite qu'ils le pourront et que leurs moyens le leur permettront, des consommateurs achetant des produits de l'extérieur. Et s'il y a eu un certain machiavélisme dans le Plan Marshall, c'est un machiavélisme magnifique, qui se résume à peu près à cela. Était-il intelligent pour un pays grand, riche et prospère de donner gratuitement les moyens de créer des industries qui peut-être demain le gêneraient? Elles ne l'ont pas gêné, parce que l'Amérique a créé ainsi de nouveaux marchés qui appellent les produits. Par conséquent, qu'on ne nous dise pas que c'est un acte de générosité gratuite, mais plus exactement que c'est un acte de générosité intelligente et productive. Après tout, on n'est pas obligé de ne faire que des gestes imbéciles et si on peut faire quelque chose qui profite véritablement au développement d'un pays, je ne vois pas pourquoi on s'en excuserait comme d'un crime.

Par conséquent, que certaines charges budgétaires soient consacrées à des dons, est une chose parfaitement admissible, et qui pour l'économie même des pays est bonne; je rappelle l'observation que j'ai faite sur leur extrême légèreté, étant donné la disproportion considérable qui existe entre l'effort physique qu'il y a à faire et les richesses européennes qui le supporte, et j'espère qu'on n'aura pas besoin pour cela de faire de nouveaux impôts. Au moment où nous avons lancé notre idée, nous disions — et je crois que c'est vrai — que les dépenses militaires de l'Europe sont tout de même en passe de pouvoir supporter une certaine diminution. Je crois très sincèrement, et en pesant les graves éventualités qui continuent à se présenter devant nous, qu'une certaine détente des dépenses militaires dans un certain nombre de pays européens est possible.

Si toutefois, cette légère diminution de dépenses, n'est pas suffisante, nous avons eu l'idée d'une autre ressource : un petit impôt sur l'énergie est une absurdité pour un pays, parce que l'énergie est la matière première essentielle de l'activité, et je crois sincèrement que c'est une imprudence grave que de surcharger le moins du monde dans la concurrence internationale, ce qui est le pain de l'activité. Mais entre dix-sept pays qui se mettent ensemble pour le faire, cela n'est plus vrai. Les six pays de la C. E. C. A. l'ont fait pour le charbon, ce qui alourdit un peu l'énergie thermique. Une taxe très minime sur l'énergie électrique dans les dix-sept pays ne changerait aucunement les conditions de concurrence entre eux et permettrait même de les rétablir sur une base plus équitable. Car actuellement, un pays dont l'activité repose essentiellement sur le charbon supporte un handicap par rapport à son

voisin dont l'industrie est plutôt à base hydro-électrique. Les États qui ont déjà un petit impôt sur le charbon auraient un tout petit impôt du même ordre sur l'électricité et leurs voisins, qui ne font pas partie de la C. E. C. A., auraient le même sur l'électricité et sur le charbon; cela rétablirait l'équilibre.

Mais il y a bien d'autres formes de financement, et une surtout à laquelle nous sommes attachés, car elle pourrait être aujourd'hui l'occasion de lancer notre idée d'un plan de coopération européenne.

Je disais que les Américains ont fait des dons en dollars; et nous les avons, nous, répartis entre les pays européens suivant des bases qui n'avaient rien à faire avec les barèmes adoptés pour recevoir les dollars. Le fait que les États-Unis sont prêts à apporter à l'Europe 20 tonnes d'uranium 235 est un événement considérable. Il peut justement causer des problèmes économiques difficiles si nous répartissons mal cette aide (vente ou don c'est quand même une aide; si c'est un don c'est encore beaucoup mieux), si nous ne complétons pas immédiatement cet apport américain par une répartition intra-européenne toute différente des règles qui auront présidé à cet apport américain. Je crois que l'Europe, dans son ensemble, se présenterait vis-à-vis des États-Unis dans une position magnifique, qui ne serait plus du tout celle de quémendeur qu'elle a actuellement, si elle disait : « Vous ne pouvez, hélas, donner ou prêter qu'aux riches, parce que ne reçoit pas qui veut l'uranium 235 pour équiper des usines. Cela ne se fait pas comme cela et ce don expédié (je ne voudrais choquer personne) à Ankara ou dans une île voisine du Péloponèse, cela ferait rire. Mais c'est pourtant cela notre objectif à nous, de sorte que nous vous demandons de nous laisser dissocier complètement l'apport global d'uranium que vous allez donner à l'Europe et sa destination finale. Les pays qui le recevront, si vous le leur donnez, en donneront la contrepartie (j'ai dit que la Belgique, à un certain moment avait donné 110 % de ce qu'elle avait reçu une année), ils donneront une part considérable de ce qu'ils reçoivent, et le donneront sous forme de droits de tirage sur leur économie, comme cela s'est toujours fait. » Le don en dollars était reçu, faisait l'objet d'un compte particulier, les produits étaient cédés à l'industrie, ou à une société quelconque, ou à la consommation, et étaient payés en francs qui étaient eux-mêmes bloqués, et la France, par exemple, disait : « Ces francs qui ne nous ont rien coûté, puisque des Français eux les ont individuellement apportés, mais pour acheter des produits que la France n'avait pas payés, ces francs-là, nous en mettons 50 millions à la disposition de l'Autriche, pour qu'elle achète des produits français pour 50 millions. » C'est ce que nous avons fait, c'est ce qu'on peut recommencer à faire, en se dépêchant pour proposer aux États-Unis de faire nous-mêmes ce plan Marshall intra-européen. C'est à la fois la dissociation des deux problèmes, et la connexion entre eux — il faut les résoudre l'un par rapport à l'autre — qui sont l'originalité de l'opération.

Il semble que le moment soit particulièrement favorable : Le problème des pays sous-développés est posé, avec une noble candeur, dans le monde entier : possibilités de réalisation faibles. Le problème des pays sous-développés en Europe est posé; deux ou trois pays, la France, l'Italie, s'attellent personnellement à leur propre tâche; mais sans solidarité européenne il ne peut pas être résolu parce que c'est une plaisanterie que de dire à la Grèce de commencer : elle ne le peut pas.

Les États-Unis d'Amérique, qui ont une telle passion

pour le développement de la collaboration européenne et qui ne peuvent pas ne pas être à la fois déçus et désolés de voir que cette collaboration s'exprime surtout sous des formes militaires, ne peuvent pas ne pas être sensibles à une opération de coopération européenne qui imbriquerait les intérêts sans dépasser nos moyens, puisque le fonds de la générosité, ce serait tout de même une générosité américaine, utilisée pour la paix et que nous aurions la sagesse, sans la garder pour nous de distribuer à ceux qui en ont véritablement besoin.

Voilà, mon cher Président, à grands traits naturellement, ce programme que nous avons mis sur pied pendant dix-huit mois d'étude à la Ligue européenne de coopération économique. On veut à bon droit relancer l'idée européenne aujourd'hui. Je crois que le Plan de solidarité européenne répond précisément aux grandes idées générales dans le monde, aux grandes nécessités européennes et à ces rapports Amérique-Europe qui sont difficiles parce que nous les abordons tous avec des arrières-pensées nationales et non pas avec un état d'esprit large et sans égoïsme qui, au fond, serait probablement la plus grande des habiletés.

Ce programme repose sur deux grandes idées, indépendamment de celles, politiques, auxquelles je viens de me référer. La première c'est la prise de conscience des possibilités formidables que nous donne l'économie actuelle. Il y a vingt ans, des problèmes comme ceux que je viens d'évoquer devant vous étaient complètement impensables. Aujourd'hui ils sont réalisables, ils sont à portée de notre main. Les domestications nouvelles de l'énergie et le développement de la richesse font que nous pouvons implanter, diriger, aider, alors qu'autrefois les hommes étaient les esclaves de forces ou de circonstances atmosphériques auxquelles ils ne pouvaient rien changer.

Et la deuxième, c'est la conscience que l'Europe existe, que nous avons une solidarité qu'il ne suffit pas d'affirmer de façon vague, culturelle, en parlant des grandes valeurs de l'Occident. Je ne les aime pas d'une façon telle que je souhaite les mettre dans une vitrine pour que vraiment on n'y touche pas parce qu'elles sont fragiles. Ce n'est pas cela du tout. Ce sont au contraire des vérités essentielles, mais vivantes, palpables, elles sont notre chair, notre sang, notre intelligence, et ces vérités-là il faut aujourd'hui les incarner dans une action; les incarner dans des formes nouvelles. La communauté atomique, pour mieux nous défendre, c'est une façon. Mais il y en a d'autres et la prise de conscience de l'Europe sera autrement valable si tous ces peuples que nous sommes se rendent compte qu'il n'y a plus entre eux que les différences qui existent entre les provinces d'un même pays. Nous ne nous demandons pas si un département de chez nous est à la charge d'un autre, ou si le XVI^e arrondissement est chargé, à Paris, de faire vivre le XIV^e. Nous avons transgressé ce moment. Nous sommes en train de le passer aussi pour l'Europe. L'Europe ne comprend que des nations qui sont étroitement solidaires et cette solidarité s'exprime par la communauté de destin.

Voilà ce que je souhaite que nous comprenions. J'en suis personnellement profondément persuadé et il n'y a pas une nation qui soit plus que la Suisse apte à comprendre cette solidarité, dans les difficultés mais surtout dans l'originalité maintenue de l'Europe. La Suisse a été aussi le grand pays de la Croix-Rouge, montrant par un exemple historique considérable ce qu'est une grande idée, généreuse et pratique, quand un peuple au cœur courageux et au cœur pur veut la réaliser.